

*Droit fiscal*

● (2100)

L'un des plus grands défis que nous devons relever est de trouver un moyen d'utiliser les capitaux de façon beaucoup plus efficace. Toutes les prévisions concernant l'expansion qui va se produire au Canada durant les vingt-cinq prochaines années laissent croire que nous devons utiliser les capitaux de façon plus intensive. Tous les projets dont il est question actuellement nécessitent d'énormes immobilisations, comme le projet de la baie James, le pipe-line de la vallée du Mackenzie, s'il est réalisé, et l'exploitation des sables bitumineux. Nous ne serons pas en mesure de rassembler les capitaux dont nous aurons besoin pour mettre ces projets en application si l'inflation continue, et le gouvernement devra y participer de plus en plus. Le temps viendra où nous devons trouver un moyen d'utiliser les capitaux de façon beaucoup plus efficace et intelligente non seulement au Canada, mais dans le monde entier.

La mise en valeur de nos ressources sera littéralement impossible si nous comptons la financer précisément de la même manière que par le passé. On peut dire que beaucoup de capitaux du Moyen-Orient seront mis à notre disposition. C'est peut-être vrai. Le Moyen-Orient a bénéficié de transferts énormes de ressources venant des pays industrialisés de l'Ouest, mais nous ne voulons assurément pas dépendre de leurs capitaux pour mettre nos projets à exécution.

Comment utiliser les capitaux plus efficacement? Voilà un problème qui semble presque aussi important aux yeux du ministre que le conflit qu'il doit résoudre avec les provinces. La véritable question est de savoir si l'on peut mettre en marche tous ces programmes de développement en utilisant les capitaux de façon beaucoup plus efficace et plus avantageuse. Le proposition du député de Qu'Appelle-Moose Mountain me semble un moyen de s'y prendre. En somme, il propose que le gouvernement renonce à ses recettes fiscales et que les actionnaires renoncent à toucher au rendement qui leur revient pendant un certain temps, c'est-à-dire le temps qu'il faudra pour rembourser la dette sur les capitaux investis.

Bref, le résultat net de cette proposition, c'est que la dette est éliminée peu après la mise en œuvre du projet. Quelle que soit la méthode de calcul utilisée, le résultat net à la fois pour l'industrie et le gouvernement est qu'ils s'en retrouvent beaucoup mieux parce qu'on élimine tous ces frais initiaux. Une dette considérable absorbe une forte partie des profits d'un projet quelconque; il serait beaucoup mieux d'utiliser les revenus en dividendes sur l'investissement, comme source de recettes fiscales pour le gouvernement du Canada dans l'intérêt des Canadiens, que de les verser en intérêts sur la dette.

Il est bien vrai qu'il n'y a rien de plus difficile à implanter qu'une nouvelle idée, surtout dans le domaine des finances. Il est intéressant de noter que la proposition de mon collègue a maintenant rallié un appui non concerté. Je ne dis pas qu'il provient de la même source, mais on en a parlé cet après-midi. Le gouvernement britannique étudie actuellement une proposition pas tellement différente qu'on retrouve exposée dans *The Economist* du 14 février, sauf erreur. Partout dans le monde, on cherche une façon d'utiliser les capitaux plus efficacement et d'obtenir un rendement plus rapide.

[M. Gillies.]

J'aimerais savoir ce qu'il y a de mal, quand on présente une proposition de cette envergure, si lourde de conséquences et si importante parce que nous allons tellement manquer de capitaux, à prendre le temps de la lire et de l'étudier, de la soumettre aux provinces et à l'industrie en leur demandant de l'examiner. Pourquoi ne pas retarder la promulgation de l'article 4 pour que le gouvernement fédéral, les provinces et l'industrie puissent étudier ces propositions?

J'ignore ce que veut le gouvernement. Mais il nous faut trouver de nouveaux moyens pour financer ces opérations; autrement, l'entreprise privée au Canada ne sera bientôt plus capable de financer un grand projet d'exploitation. Le gouvernement veut-il vraiment financer lui-même à l'avenir partiellement ou entièrement tous les grands travaux? S'il en est bien ainsi, nous transformons l'économie du Canada, dans un sens que le peuple ne désire pas réellement. Il faut rechercher de nouvelles méthodes.

Je ne saurais trop insister auprès du ministre et auprès de ses conseillers sur l'importance de cette question, non seulement pour le Canada, non seulement pour l'industrie extractive et non seulement pour les provinces, mais encore pour l'ensemble du monde industrialisé occidental. S'il est un pays qui devrait s'efforcer de trouver de nouvelles solutions à ce problème, c'est bien le Canada. Mais où est la nécessité? Où est l'obligation d'aller vite? Pourquoi est-il si important de le faire maintenant?

Il est inexcusable de rejeter sans étude réelle ni consultation avec une seule province une proposition sérieuse présentée par l'opposition au Parlement. L'attitude du gouvernement semble absolument incroyable. J'en conviens avec le député de Qu'Appelle-Moose Mountain, tout se passe comme si on s'était mis d'accord pour présenter un nouveau budget qui donnera satisfaction à certains intéressés. Mais les centaines de petites sociétés canadiennes qui souffrent de cette situation n'ont certainement pas donné leur accord.

La proposition présentée par mon collègue cet après-midi est d'une logique implacable et d'une franchise absolue; elle résoudrait le dilemme dans lequel nous nous trouvons et mettrait fin à une confrontation croissante et stérile. Il se peut que le gouvernement gagne l'affrontement, mais, à la longue, il ne gagnera rien parce qu'il ne règle pas les problèmes fondamentaux. Je trouve presque inexcusable que le gouvernement n'étudie pas la proposition faite par mon honorable ami cet après-midi.

La proposition a été faite en réalité le 30 janvier, ici même à la Chambre. Elle n'a été examinée ni avec les provinces ni avec d'autres groupes, et je prie le ministre de reconsidérer l'affirmation qu'il a souvent faite et qu'il a répétée aujourd'hui, suivant laquelle le gouvernement va insister pour faire adopter cet article du bill malgré l'avis contraire des provinces, de l'opposition et de la plupart des entreprises, malgré les difficultés qui ne pourront que surgir dans l'état actuel de la Confédération, malgré sa négation de la politique du gouvernement consistant à augmenter les approvisionnements, malgré son absence totale de solution au problème fondamental qui va se poser—et qui se pose déjà—soit l'utilisation des capitaux de la manière la plus efficace, et malgré la proposition sérieuse d'une autre formule de financement à soumettre à l'examen des provinces et de l'industrie. Que risque le gouvernement à surseoir et à accepter la proposition faite aujourd'hui? Le simple bon sens voudrait qu'il l'adopte aujourd'hui même.